

TRIBUNE



Cuba : un reportage orienté



PHOTO THÉO ROUBEZ/JMG

JANETTE HABEL est politologue, enseignante à l'Institut des hautes études de l'Amérique latine à Paris-III.

« *L'espérance était verte, la vache l'a mangée.* » C'est par cette phrase sibylline que M. Gérard Ponthieu conclut un « reportage » de quatre pages consacré aux « cinquante ans de la révolution castriste » (*Politis* n° 1032/33). « *La vache a-t-elle mangé l'esprit critique de Politis ?* », s'interroge à bon escient un lecteur du journal (*Politis* n° 1035). En effet, dès la première ligne, le ton est donné. Cuba est un « monde de façades et de double jeu », « un miroir aux alouettes béates, ces adorateurs exotiques en mal de "Che" ou touristes baladés, pourvoyeurs de devises qui alimentent le premier business de l'île ». « *La dictature caraïbe tient par ses charmes, eux-mêmes liftés grâce à un art consommé du maquillage.* » La révolution cubaine ? « *Un opéra grandiloquent.* » Gérard Ponthieu dénonce « *la dramaturgie castriste* », « *son sens consommé du spectacle géopolitique* », des « *périls inventés* ». Bref, nous sommes au théâtre. Ce qui explique sans doute que l'auteur se dispense de toute référence au contexte historique et stratégique en procédant par allusions et sous-entendus. Ainsi évoque-t-il « *un demi-siècle de falsification historique* » de la part du pouvoir. De quoi s'agit-il ? On ne le saura pas. Mais on apprend au détour d'une phrase que les frères Castro sont les « *filis de grands bourgeois* », « *plus pétris d'orgueil que d'idéaux* », « *étonnés de leurs succès militaires* ». L'orgueil castriste comme source d'inspiration des luttes d'un continent depuis un demi-siècle, voici un jugement assez rare pour être relevé. **Quant à « l'étonnement »** des frères Castro face à « *leurs succès militaires* », on s'interroge. La lutte armée dans la Sierra Maestra serait tombée du ciel, la défaite de Batista aussi, on ne saura ni qui l'a engagée ni pourquoi. La victoire de la baie des Cochons, première défaite impériale en Amérique latine, serait-elle le fruit du hasard ? Qui falsifie quoi ? On cherchera en vain les analyses permettant de comprendre les graves difficultés économiques et politiques auxquelles la société cubaine est confrontée, leurs causes internes et externes, les responsabilités propres du gouvernement castriste et celles, historiques, de Washington. Ces dernières seront évoquées de façon lapidaire. Pour Gérard Ponthieu, l'embargo américain est « *un mensonge de propagande usé*

Janette Habel répond ici au reportage de Gérard Ponthieu à Cuba, paru dans *Politis* n° 1032/33. C'est l'occasion d'un tout autre bilan, cinquante ans après l'entrée des « Barbudos » dans La Havane.

jusqu'à la corde ». Ainsi reprend-on dans *Politis* l'argument le plus éculé – et le plus erroné – des médias français concernant des sanctions qui durent depuis quarante-sept ans. Initié en 1960, l'embargo total est décrété par le gouvernement américain en 1962. En 1963, tous les voyages seront interdits, toutes les transactions financières et commerciales seront illégales, tous les avoirs cubains aux États-Unis seront confisqués.

En 1964, l'Organisation des États américains (OEA), qui regroupe les États du continent, emboîte le pas à Washington et rompt les relations diplomatiques avec La Havane (à l'exception du Mexique). En 1992, une nouvelle loi renforce encore l'embargo et interdit aux bateaux ayant accosté dans les ports cubains de faire escale dans les ports américains. En 1996, le Congrès américain adopte la loi Libertad, dite loi Helms-Burton. Cette loi d'exception conditionne la levée de l'embargo à la mise en place d'un gouvernement de transition à La Havane, agréé par l'administration américaine. Loin d'être « *un embargo bilatéral dûment régulé* », comme le prétend Gérard Ponthieu, la loi Helms-Burton codifie le caractère extraterritorial de mesures de rétorsion que Washington veut imposer à ses alliés pour les écarter d'un marché réservé. La loi avait été dénoncée par l'Union européenne, mais l'UE finira par s'aligner sur Washington en adoptant dans un mémorandum une « Position commune » (1996) qui conditionne la coopération avec Cuba au respect des libertés politiques. En 2004, enfin, l'administration Bush a encore renforcé les restrictions concernant les envois

d'argent des familles et les voyages. Certes, en 2000, une nouvelle loi adoptée au Congrès sous la pression des lobbies de l'agrobusiness affectés par la chute de leurs exportations a permis de vendre à Cuba des produits agricoles et des médicaments. Cette brèche dans l'embargo s'est faite néanmoins à des conditions draconiennes pour La Havane, qui doit payer ces exportations *cash* avant même que les marchandises n'aient quitté les ports américains. Avec cynisme, les grandes firmes du Midwest ont ainsi réussi à évincer leurs concurrents tout en maintenant l'essentiel des sanctions « *dûment régulées* » à leur profit. Gérard Ponthieu évoque enfin les « *autos et bus les plus récents* » en provenance de France, du Japon, de Corée et de Chine. Outre que ces pays n'ont jamais décrété un embargo à l'égard de Cuba, le prix à payer pour les importations en provenance de pays lointains est très élevé. S'y ajoute le surcoût financier du « *risque-pays* ». Il faudrait, de plus, citer les conséquences des nombreuses sanctions politiques, Cuba figure entre autres sur la liste des pays terroristes. Qu'en est-il des conquêtes sociales ? Un Cubain (« *Pedro* ») interrogé par l'auteur affirme : « *Le régime n'a construit que des mausolées, n'entretient que musées et casernes.* » Nul mot des écoles, des universités, des hôpitaux, certes dégradés par la crise et les cyclones, mais dont la qualité fut reconnue par les institutions internationales. Quoi qu'il en soit, ce commentaire dément l'affirmation péremptoire de Gérard Ponthieu, selon qui « *un Cubain n'a pas le droit de parler à un étranger* » et « *encore moins de l'inviter* » chez lui. **Il semble que lui-même** ait pu converser abondamment avec des Cubains sans qu'il s'agisse de « *suppôts* » du régime si l'on en croit son article. Outre « *Pedro* », intarissable, « *qui parle, parle* », il a pu discuter avec de nombreux jeunes et affirme sans hésitation « *que la jeunesse se fout de leurs salades* ». Qui oserait publiquement poser les vraies questions de fond, s'interroge-t-il ? Curieusement, Gérard Ponthieu ignore un épisode pourtant très médiatisé. Les questions conflictuelles qu'il évoque concernant l'accès limité à Internet et les voyages soumis à autorisation ont été posées publiquement par un étudiant cubain au



Fidel Castro et Hugo Chávez : échapper aux politiques néolibérales. RODUE/AFP

président du Parlement, Ricardo Alarcon. Le lecteur ne saura rien non plus des polémiques intervenues lors du congrès de l'Union nationale des écrivains et artistes (Uneac) en avril 2008, des bilans critiques des années de plomb donnant lieu à une « guerre des e-mails ».

La présence de médecins cubains, notamment au Venezuela et en Bolivie, ne trouve pas non plus grâce aux yeux de Gérard Ponthieu. « *Cuba exporte des médecins par centaines* », écrit-il (erreur : ils sont plusieurs dizaines de milliers), et « *n'exporte plus du guerrillero mais du combattant humanitaire* », reprenant la vulgate la plus réactionnaire sur « l'exportation de la révolution ». Le style est en accord avec la pensée puisque tout cela est le produit des « *grands mamours Castro-Chavez* » ! Que des dirigeants latino-américains tentent de mettre en place d'autres mécanismes d'aide et d'échange (échanges de services contre du pétrole dans le cas cubain) pour échapper aux politiques néolibérales qui les ont ruinés n'est même pas mentionné.

Vient enfin la critique de la politique économique du gouvernement. On attend une réflexion sur les conséquences sociales des réformes et les débats en cours. On aura droit à un jugement à contretemps. « *Le drame* » de la révolution ? « *C'est qu'elle a étouffé toute classe moyenne* »... pourtant en développement depuis la restratification sociale entraînée par l'ouverture au marché.

Cinquante ans après la victoire, l'heure des bilans approche. Il ne s'agit pas d'escamoter les responsabilités de la direction castriste. Mais de quoi parle-t-on ? D'une tentative de construction du socialisme dans un petit pays dépendant

périphérique, dont la géopolitique marquée par la proximité des États-Unis a surdéterminé l'histoire, une histoire faite de domination coloniale, d'oppression et d'humiliation, que de nombreux révisionnistes essaient de travestir en présentant la dictature de Batista comme un caudillisme modéré. Le développement économique insulaire entravé en pleine guerre froide par les liens obligés avec l'URSS ne doit pas masquer les responsabilités propres d'un pouvoir autoritaire à la tête d'un système politique bureaucratifié. Mais ce que ce régime a fait doit aussi être jugé à l'aune de ses ressources extrêmement limitées en le comparant avec son environnement régional. C'est parce que les peuples latino-américains font cette comparaison et qu'ils n'oublient pas la conquête de la souveraineté nationale forgée dans la résistance à l'empire que le prestige de Cuba reste grand sur le continent, en dépit de ses failles et de ses échecs.

Les défis que doit aujourd'hui affronter l'île sont immenses. La réflexion qui s'est engagée, certes dans des cercles restreints, sur les causes de la faillite du socialisme réel et sur les problèmes de la transition, sur les rapports entre démocratie, marché et planification, intéressent le mouvement altermondialiste dans son ensemble. L'issue de cette expérience majeure du XX^e siècle aura des répercussions internationales. Le 50^e anniversaire du renversement de la dictature de Batista a donné lieu en France à un déferlement d'articles marqués par l'absence d'analyse des processus en cours, qui reflètent l'ignorance et l'indigence coutumières lorsqu'il s'agit de Cuba. Le « *reportage* » publié par *Politis* ne faisait hélas pas exception.

—J. H.

PARUTIONS

ESSAI

Gaza. Dans les coulisses du mouvement national palestinien.

Hassan Balawi, Denoël, 204 p., 16 euros.

Voilà un livre qui tombe, hélas, à point nommé. Comme si son auteur avait pressenti l'actualité tragique de ces interminables journées de sang et de mort. Le *Gaza* d'Hassan Balawi n'est pas un livre d'actualité, mais il permet de comprendre l'actualité. Le mérite de l'auteur est de nous dire d'emblée d'où il parle. Ce journaliste, parfaitement francophone, que nous connaissons bien à *Politis*, se dit lui-même « *enfant de l'OLP* ». C'est un nationaliste palestinien laïque. Autant dire qu'il aurait pu instruire le dossier Gaza à charge contre le Hamas. Ce n'est jamais le cas. Balawi, qui reconstitue la longue histoire géopolitique de cet étroit territoire, depuis Saladin (1138-1193), le Kurde qui en avait fait une base stratégique, traite la situation actuelle avec assez de distance pour que la vérité, nous semble-t-il, y trouve son compte. Il n'épargne pas, notamment, le « *système Arafat* ». Il nous propose une lecture politique de l'ascension du Hamas résultant de l'échec du processus d'Oslo. La répression israélienne et la volonté de ruiner le pouvoir d'Arafat sont pour beaucoup dans la progression du mouvement islamiste. Balawi montre combien l'enfermement d'Arafat à la Mokata, début 2002 à Ramallah, et l'anéantissement de tous ses moyens de communication lui ont fait perdre prise sur les événements, tandis que la propagande américano-israélienne n'en finissait pas de le tenir pour responsable des attentats. Le Hamas a prospéré sur cette stratégie israélienne, confortée par la dérive mafieuse du Fatah, plus encore à Gaza qu'en Cisjordanie. Balawi parle d'un « *gangstérisme* » rendu possible par des compromissions avec Israël. L'autre grande explication de la crise interpalestinienne, qui conduira à la prise du pouvoir par le Hamas à Gaza, en juin 2007, nous renvoie à la victoire du mouvement islamiste

aux élections législatives de janvier 2006. Si le scrutin ne fut pas contesté, ses conséquences, elles, le furent. L'aide européenne s'est tarie, privant les fonctionnaires de leurs salaires, tandis que le président Mahmoud Abbas se refusait à confier les instances sécuritaires au Hamas. Celui-ci en est venu à créer sa propre milice. On était passé d'une cohabitation « *à la française* », note Balawi, à une situation de double pouvoir. Pour expliquer « *le coup de force du Hamas* » contre le Fatah, Balawi use d'un proverbe arabe : « *Le manger au déjeuner avant d'être mangé au dîner.* » C'est donc le Hamas qui a dégagné le premier dans un affrontement devenu inévitable. Et Balawi fournit une explication qui évitera au lecteur de céder à la tentation du manichéisme : Mohammed Dahlan (le chef local du Fatah, suspecté de trop bonnes relations avec Israël) était « *hai par un grand nombre de militants du Fatah. Aucun d'entre eux n'avait envie de mourir pour lui.* » S'il est vrai que les torts sont partagés, il est non moins vrai que le Hamas, au nom de l'impératif sécuritaire, s'est ensuite comporté comme un régime autoritaire. À propos des tirs de roquettes, prétextes à la sanglante offensive de décembre dernier, Balawi a le mérite de rétablir une vérité qui a fait défaut dans nos médias. Le Hamas a tout fait pour respecter la trêve, jusqu'à traquer les tireurs de roquettes qui n'obéissaient pas à ses ordres. Mais, en l'absence de la contrepartie annoncée par Israël – le desserrement du blocus –, il a fini par laisser faire...

—D. S.

